

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE
1 RUE DE GERMONT
76 000 ROUEN**

**Appel d'offres ouvert
Articles R.2124-1 à 2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande
publique**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**Réalisation d'une prestation pharmaceutique : Fabrication,
déconditionnement, reconditionnement, étude de stabilité,
étiquetage, échantillonnage, contrôle, stockage, logistique et
transport des traitements dans le cadre de l'étude DAPA-PKD**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

PREAMBULE - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....	3
CONTEXTE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC.....	5
1.1 - OBJET.....	5
1.2 - ALLOTISSEMENT.....	5
1.3 - PROCEDURE ET FORME DU MARCHE PUBLIC.....	5
1.4 - MODIFICATIONS AU MARCHE PUBLIC.....	5
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	6
2.1 -DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	6
2.2 -DELAIS D'EXECUTION.....	6
2.3 -PROLONGATION DES DELAIS.....	6
ARTICLE 3 – INTERLOCUTEUR DU MARCHE.....	7
3.1 -LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	7
3.2 –REPRESENTANT DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES.....	8
4.1 –OBLIGATION DU TITULAIRE.....	8
4.2 –OBLIGATION DU CHU ROUEN NORMANDIE.....	9
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 6 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	10
6.1 –CONDITIONS DE COMMANDES.....	10
6.2 –MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE.....	10
6.3 –ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE.....	10
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 8 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	11
ARTICLE 9 – OPERATION DE VERIFICATION.....	11
ARTICLE 10 – TRANSFERT DE PROPRIETE.....	12
ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELECTUELLE.....	12
11.1 –GARANTIE DES DROITS CEDES.....	12
11.2 –REMUNERATION.....	12
ARTICLE 12 – RESPONSABILITES.....	12
12.1 –GARANTIE.....	12
12.2 –ACCES - CONSIGNES.....	12
12.3 –ASSURANCES.....	12
ARTICLE 13 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	13
13.1 –CONTENU DES PRIX.....	13
13.2 –CLAUSE DE REVISION DES PRIX.....	13
ARTICLE 14 – PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	14
14.1 –PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE.....	14
14.2 –CONDITIONS DE REGLEMENT.....	15
ARTICLE 15 – PENALITES.....	16
15.1 –PENALITE DE RETARD.....	16
15.2 –PENALITE POUR NON-CONFORMITE.....	16
ARTICLE 16 – RESILIATION.....	17
ARTICLE 17 – MODIFICATIONS DU MARCHE.....	17
ARTICLE 18 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	17
ARTICLE 19 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	17
19.1 –RESOLUTION AMIABLE.....	17
19.2 –RESOLUTION CONTENTIEUSE – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	18
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC

1.1 - Objet

Le présent marché public a pour objet la **Réalisation d'une prestation pharmaceutique : Fabrication, déconditionnement, reconditionnement, étude de stabilité, étiquetage, échantillonnage, contrôle, stockage, logistique et transport des traitements dans le cadre de l'étude DAPA-PKD.**

1.2 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique. L'objet du présent marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes, il ne peut donc pas être passé en lots séparés, conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R2113-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché. Ainsi, la motivation du non-allotissement réside dans le fait que les prestations objet du présent marché sont homogènes et portent sur le même objet.

1.3 - Procédure et forme du marché public

1.3.1 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
Catégorie de service : 8

1.3.2 - Procédure de passation

Le Marché Public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.3.3 - Forme du marché public

Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique, le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de 244 000€ HT pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4 du code de la Commande Publique.

L'accord cadre est mono-attributaire.

Le marché public est conclu à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les produits pouvant être commandés sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au BPU (bordereau des prix unitaires).

1.4 - Modifications au marché public

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

2.1 -Durée du marché public

Le Marché Public est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché public au titulaire.

Le Marché Public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

2.2-Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont précisés au CCTP. Ils commencent à la date de notification du marché au titulaire.

Le Titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

2.3-Prolongation des délais

Seuls les retards imputables au CHU Rouen Normandie peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHU Rouen Normandie, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU Rouen Normandie des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant du CHU Rouen Normandie afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 3 – INTERLOCUTEUR DU MARCHE

3.1 -Le pouvoir Adjudicateur

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice générale du CHU Rouen Normandie.

CHU Rouen Normandie
1 rue de Germont
76031 - Rouen Cedex

3.2 –Représentant du titulaire

Le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché. A ce titre, le titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

3.2.1 - Personne nommément désigné

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire désigne une personne nommément désignée qui sera chargée de conduire la mission pour la durée du marché public. Le nom de cette personne est mentionné à l'Acte d'Engagement.

Dans l'hypothèse où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette mission, son remplacement est effectué dans le respect de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire respecte également la composition de l'équipe telle que définie dans son mémoire technique.

3.2.2 - La sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect du code de la commande publique (articles L2193-1 à L2193-14 et articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique). Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché public doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au pouvoir adjudicateur, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes :

- Formulaire DC4 (déclaration du sous-traitant) qui sera accompagné d'un dossier technique qui fera apparaître les capacités techniques, financières et professionnelles, ainsi qu'une liste la plus exhaustive possible des références présentées pour des prestations de même nature que ceux sous traités ; une attestation d'assurance correspondant aux polices souscrites par le titulaire.

La personne habilitée à engager le CHU Rouen Normandie, sous réserve des dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-8 du code de la commande publique, pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES

4.1 – Obligation du titulaire

4.1.1 - Changement de la situation juridique et administrative

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

4.1.2 - Obligation dans le cadre de l'exécution de la prestation

Le Titulaire s'engage à tenir le CHU de Rouen informé de manière régulière de l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre.

Il lui appartient, notamment, de conseiller le CHU Rouen Normandie pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le Titulaire doit notamment :

- Conseiller le CHU Rouen Normandie sur tout choix ou toute demande effectué(e) par lui dont il aura connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet du CHU Rouen Normandie ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation;
- Alerter de manière motivée le CHU Rouen Normandie sur tout événement dont il a connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet du CHU Rouen Normandie et les engagements visés par le marché du CHU Rouen Normandie, y compris si cet événement est imputable au CHU Rouen Normandie;
- Tenir le CHU Rouen Normandie informé de toute évolution ou incident dont il aurait connaissance et qui pourrait en affecter la mission en proposant toute solution appropriée ;
- Signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui sont communiqués par le CHU Rouen Normandie dans le cadre de l'exécution de son marché, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le projet.
- Alerter le CHU Rouen Normandie de toute modification de ses équipes et fournir les pièces justificatives de capacités et d'expériences des nouveaux intervenants. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté si le CHU Rouen Normandie ne le refuse pas dans un délai de 30 jours courant à compter de la réception de la

communication du remplacement. Si le CHU Rouen Normandie récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 30 jours pour proposer un autre remplaçant. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants, le marché peut être résilié sans indemnité.

Le Titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'ils sont tenus de fournir au CHU Rouen Normandie dans les cas mentionnés ci-dessus où il est prévu que celui-ci doit-être informé.

CHU Rouen Normandie
Direction de la recherche clinique et de l'innovation
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX
secretariat.drc@chu-rouen.fr

4.2 –Obligation du CHU ROUEN NORMANDIE

Dès la prise d'effet du marché, le CHU Rouen Normandie s'engage à désigner un contact de façon à faciliter les relations avec chaque Titulaire. Il s'engage à maintenir tout au long de l'exécution du marché une collaboration active et régulière avec eux.

Par ailleurs, dès la notification du marché, et pour permettre aux équipes du Titulaire de réaliser les prestations leur incombant dans les délais qui lui sont impartis, le CHU Rouen Normandie s'engage à :

- Remplir leur devoir d'information, et notamment fournir toutes les informations et documents leur paraissant nécessaires à la bonne réalisation des fournitures ;
- Faciliter la tâche du Titulaire lors de la prise de connaissance de l'environnement organisationnel du CHU Rouen Normandie;
- Signaler au Titulaire, par tout moyen approprié, et confirmer par écrit, dès qu'il en a connaissance, tout événement ou évolution nécessitant une intervention de celui-ci et entrant dans le champ d'application du marché.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- 1- L'Acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
- 3- Le Cahier des clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Clauses de sous-traitance – protection des données à caractère personnel ;
- 4- Le cadre Mémoire Technique et RSE du Titulaire ;
- 5- Les avenants le cas échéant ;
- 6- Les actes de sous-traitance le cas échéant ;
- 7- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CHU ROUEN NORMANDIE.

ARTICLE 6 – MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

6.1 – Conditions de commandes

Conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par le CHU de Rouen Normandie au fur et à mesure de leur besoins.

Conformément à l'article 3.1 et 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les documents du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leurs font obligations de domicile en autre lieu. La date de réception fait courir les délais d'exécution.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Le CHU de Rouen Normandie ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Chaque bon de commande précise :

Le nom ou la raison sociale du titulaire ;

La référence du marché public ;

La nature et la quantité des fournitures à livrer en référence aux BPU ;

La date ou le délai d'exécution ;

Le / les lieux de livraisons des fournitures ;

Les prix unitaires ;

Le montant total HT et TTC du bon de commande ;

Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant du CHU de Rouen Normandie.

Le CHU de Rouen Normandie confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des fournitures telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

6.2 – Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.3 – Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rouen Normandie peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des services effectués, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les conditions d'exécution sont définies au CCTP.

ARTICLE 8 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU Rouen Normandie, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel. Il doit informer de ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents, communications déjà accessibles au public.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au présent marché public, et en aviser sans délai le CHU Rouen Normandie de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation écrite du CHU Rouen Normandie les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU Rouen Normandie, ses organisations et ses procédures ne peuvent se faire sans l'accord écrit de l'établissement.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rouen peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 9 – OPERATION DE VERIFICATION

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures et prestations seront destinées à constater que ces dernières répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, elles auront lieu en principe dans un délai de 15 jours à dater de la livraison. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, le CHU Rouen Normandie pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 10 – TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété est réalisé par l'admission, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELECTUELLE

Il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

11.1 –Garantie des droits cédés

Le Titulaire garantit au CHU de Rouen une jouissance paisible des droits cédés sur les documents.

Il garantit notamment le CHU de Rouen contre toute réclamation, revendication, recours ou action de toute personne quelle qu'elle soit.

11.2 –Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le Titulaire au CHU de Rouen, le Titulaire déclarant en être désintéressé au regard de la rémunération qu'il perçoit en contrepartie de ses prestations réalisées dans le cadre du présent marché public.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITES

12.1 –Garantie

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

12.2 –Accès - Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU Rouen Normandie.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

12.3 –Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 13 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

13.1 –Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires. Ces prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Ces prix figurent au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (frais de transports, déplacements, emballage, fournitures, main d'œuvre, réunions, fournitures de bureau, la production des documents, etc...), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'unité monétaire est l'euro.

13.2 –Clause de révision des prix

Les prix sont révisables annuellement, à compter de la date de notification du marché, à sa date anniversaire.

Les prix seront révisables au regard de l'index de référence I suivant : ICHTrev-TS (cout horaire du travail, pour activités spécialisées, scientifiques, techniques).
Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule suivante :

$$C_n = \frac{0,15 + 0,85 (I_n)}{(I_0)}$$

Dans laquelle I_n et I₀ sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché au mois « mo » (I₀) et au moins n (I_n).

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (M0) : Mois de remise des offres.

Les cas échéant, le titulaire devra justifier par écrit la hausse de prix. L'appréciation de la justification incombe au CHU de Rouen Normandie qui se réserve la possibilité de refuser cette augmentation ou de limiter celle-ci.

Le CHU de Rouen Normandie se réserve le droit de solliciter l'avis des Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

ARTICLE 14 – PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

14.1 –Présentation des demandes de paiement – dépôt de la facture électronique

Conformément à l'article 11.5 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, le titulaire présente une facture correspondant aux prestations exécutées.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, depuis le 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU ROUEN NORMANDIE rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- **en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe 1 au CCAP)**
- **un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>**

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le code service CHORUS est **RECH** et le numéro SIRET du CHU ROUEN NORMANDIE est le 267 601 680 00015.

14.2 – Conditions de règlement

14.2.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

14.2.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

Le montant de l'avance est fixé :

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

14.2.3 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable Publique du CHU Rouen Normandie.

14.2.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

14.2.5 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique).

ARTICLE 15 – PENALITES

15.1 –Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

R = Le nombre de jours en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, il n'y a pas de plafonnement des pénalités.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire.

De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, le CHU ROUEN NORMANDIE, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. Le CHU ROUEN NORMANDIE pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

15.2 –Pénalité pour non-conformité

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité de 500 € par constatation pourra être appliquée, sans mise en demeure préalable dans les cas suivants : produits non-conformes par rapport aux prescriptions du CCTP ou du bon de commande.

ARTICLE 16 – RESILIATION

Le CHU Rouen Normandie se réserve par ailleurs le droit de résilier le marché public en cas d'arrêt prématuré ou d'abandon de l'étude, après respect d'un préavis d'un mois.

En outre, en cas de refus des autorités compétentes (ANSM et Comité de Protection des Personnes), d'autoriser le projet de recherche, le marché sera résilié de plein droit.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 17 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

ARTICLE 18 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 19 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

19.1 –Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne et Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

19.2 –Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 5	Article 4.1
Article 6.1	Article 3.7.1
Article 9	Articles 28.1, 45.1
Article 15.1	Articles 14.1.1, 14.1.3, 14.1.2, 45.1
Article 15.2	Article 14.1.1